



Un partenariat public-privé entre
Le République Togolaise et ARISE IIP



UN ÉCOSYSTÈME INDUSTRIEL INTÉGRÉ
DE 400 HECTARES, AVEC UN GUICHET UNIQUE



+228 22 53 01 70 | pia@arisenet.com | www.pia-togo.com

EDITORIAL

Quand les traditions refusent de vieillir

P.2

À chaque génération, une même interrogation ressurgit. Les traditions ont-elles encore leur place dans un monde dominé par le numérique, l'intelligence artificielle et la mondialisation ? Les Evala apportent, année après année, une réponse d'une remarquable simplicité. Une tradition ne survit pas parce qu'elle est ancienne ; elle survit parce qu'elle continue de donner du sens à ceux qui la vivent. L'erreur serait de réduire les Evala à...

La Nouvelle République

Tri-hebdomadaire d'informations, d'analyses et de publicité
Au service du développement



DOGTA-LAFIÈ se dote de « Lafiè-Magazine », un nouvel outil pour porter la santé au plus près des populations

P.2



Interview

David A. TABINE, Secrétaire général chargé de missions du Centre de Réflexion Elikplim

« Nous voulons faire des luttes Évala une fête où le respect de l'environnement a toute sa place. »

P.5



Faure Essozimna Gnassingbé,
Président du conseil

EVALA 2026

Entre tradition et transmission,
le pays kabyè célèbre son héritage

Page 3

● Faure Essozimna Gnassingbé au cœur d'une célébration du patrimoine culturel



Faure Gnassingbé : « Face aux défis globaux, l'Afrique doit parler d'une voix plus unie (...) au-delà de ces différences, il existe des intérêts africains fondamentaux qui nous rassemblent »

Éditorial Quand les traditions refusent de vieillir



À chaque génération, une même interrogation ressurgit. Les traditions ont-elles encore leur place dans un monde dominé par le numérique, l'intelligence artificielle et la mondialisation ? Les Evala apportent, année après année, une réponse d'une remarquable simplicité. Une tradition ne survit pas parce qu'elle est ancienne ; elle survit parce qu'elle continue de donner du sens à ceux qui la vivent. L'erreur serait de réduire les Evala à un folklore destiné à divertir les visiteurs ou à un simple rendez-vous touristique. Ce serait ignorer que les sociétés africaines ont longtemps puisé dans leurs rites les fondements de leur organisation, de leur éducation et de leur cohésion. Là où les institutions modernes transmettent par l'école, les lois ou les politiques publiques, les traditions continuent, elles aussi, d'enseigner. Elles forgent les caractères, inculquent le respect, rappellent les devoirs envers la communauté et donnent aux jeunes des repères que ni les écrans ni les réseaux sociaux ne peuvent remplacer. Le véritable débat n'oppose donc pas tradition et modernité. Cette opposition est, au fond, un faux dilemme. Les peuples qui avancent sont précisément ceux qui savent transformer leur héritage en force. La culture n'est pas un poids que l'on traîne derrière soi ; elle est une ressource sur laquelle une nation peut bâtir son avenir. Un pays qui perd la mémoire de ses traditions finit souvent par fragiliser son identité. À l'inverse, une société qui assume pleinement son patrimoine culturel développe une confiance collective qui lui permet d'aborder les mutations du monde avec davantage de sérénité. Les Evala nous rappellent également que le développement ne se résume pas aux infrastructures, aux performances économiques ou aux statistiques de croissance. Une nation se construit aussi par les valeurs qu'elle transmet, par le respect qu'elle accorde à son histoire et par la capacité de chaque génération à recevoir un héritage pour mieux l'enrichir. Les routes relient les villes, les technologies rapprochent les continents, mais les traditions, elles, relient les générations. C'est dans cette continuité que se forge le sentiment d'appartenance à une même communauté nationale. À l'heure où de nombreuses sociétés cherchent leurs repères dans un monde en perpétuelle transformation, les Evala rappellent une vérité essentielle. L'avenir ne se construit pas contre les traditions, mais avec elles, dès lors qu'elles demeurent porteuses de valeurs, d'ouverture et de cohésion. Préserver son patrimoine culturel n'est pas un repli sur le passé ; c'est offrir aux générations futures des racines suffisamment profondes pour leur permettre d'affronter l'avenir avec confiance. C'est sans doute la plus belle leçon que nous lègue, chaque année, cette tradition séculaire du pays kabyè.

Eli GOKA-ADOKANU

DOGTA-LAFIÈ se dote de « Lafiè-Magazine », un nouvel outil pour porter la santé au plus près des populations

Dans la continuité des réformes engagées en son sein, l'hôpital de référence DOGTA-LAFIÈ a officiellement lancé ce vendredi son premier magazine institutionnel. Baptisé « Lafiè-Magazine », du nom qui signifie « la santé » en langue locale, ce support a pour vocation de rendre l'information médicale plus lisible, plus utile et plus accessible à tous.



La cérémonie de dévoilement s'est déroulée en présence des professionnels des médias, des cadres de l'établissement et de plusieurs personnalités du secteur de la santé.

À l'initiative de la direction, ce magazine veut établir un dialogue direct entre l'hôpital et les citoyens. Il entend s'éloigner du langage technique pour privilégier une écriture claire, capable d'expliquer les enjeux de santé publique sans détour. Paraissant deux fois par an, Lafiè-Magazine sera diffusé dans les formations sanitaires, les espaces publics et sur les canaux digitaux de l'hôpital.

Le Lt AKATA Eyouvei, Directeur Général de DOGTA-LAFIÈ et Directeur de publication, a insisté sur la portée de cette initiative. Pour lui, une institution hospitalière de cette envergure devait se doter d'un véritable outil de communication. Lafiè-Magazine ambitionne ainsi d'informer, de sensibiliser, d'éduquer et d'accompagner les populations dans l'adoption de comportements favorables à leur santé au quotidien.

« Lafiè Magazine est l'outil de communication de DOGTA-LAFIÈ. Biannuel et accessible à tous, il vulgarise les grands sujets de santé. Ce premier numéro traite du cancer, de la dengue, du diabète, de la cardiologie et propose des témoignages de patients. Notre ambition : informer, prévenir et rapprocher l'hôpital des populations. », a-t-il indiqué.

Le premier numéro donne le ton éditorial. Le dossier central est consacré

au cancer. Il revient sur les mécanismes de la maladie, les différentes options de prise en charge et les équipements mobilisés au sein de DOGTA-LAFIÈ pour assurer les soins. L'actualité sanitaire est également au cœur de ce numéro inaugural avec un éclairage sur la dengue. En forte



recrudescence depuis deux ans dans le pays, cette pathologie est encore trop souvent confondue avec le paludisme alors que ses complications peuvent s'avérer graves, voire fa-



tales. Le magazine consacre aussi un volet au diabète, une affection chronique qui pèse sur de nombreuses familles. Des conseils pratiques y sont proposés sur le suivi médical,

l'alimentation et les habitudes de vie. Au-delà de ces grands dossiers, Lafiè-Magazine ouvre ses pages aux témoignages de patients et propose des focus sur la cardiologie ainsi que sur d'autres thématiques qui préoccupent la santé publique.

Médecin Commandant LOMDO Mazama, Rédactrice en chef de Lafiè-Magazine : « Lafiè-Magazine est le magazine santé de l'Hôpital DOGTA-LAFIÈ. Biannuel, papier et numérique, il vulgarise la médecine pour tous. Il propose 6 rubriques : Dossier central sur un enjeu majeur, ce numéro : le cancer. Avis de l'expert sur l'actualité santé. Prévention et Conseils pour adopter les bons gestes. Témoignages de patients. Foire aux questions pour répondre à vos interrogations. Actualités de DOGTA-LAFIÈ sur les innovations de l'hôpital »

La conception de ce magazine repose sur l'expertise interne de l'hôpital et également ou. Étaient présents à ce lancement le Pr Ayikoè AYITÉ, membre du Conseil d'administration de DOGTA-LAFIÈ, le Pr Koffi AMEGBOR ainsi que le Commandant Lomdo Massama, chirurgienne généraliste, digestive et proctologique. Cette dernière assume également la responsabilité de Rédactrice en chef. Entourée des autres collaborateurs, elle aura pour mission de veiller à la qualité scientifique des contenus tout en garantissant leur compréhension par le plus grand nombre.

Le lancement de Lafiè-Magazine s'inscrit pleinement dans la dynamique de modernisation portée par la direction de DOGTA-LAFIÈ. Après les investissements dans le plateau technique, la digitalisation des services et l'amélioration de l'accueil, l'hôpital place désormais la communication et la prévention au cœur de sa stratégie.

« Premier magazine santé du genre sur notre territoire, il a pour ambition de rendre le patient acteur de sa santé, de rassurer par une information claire sur les maladies et les traitements, et d'améliorer l'observance pour de meilleurs résultats » Pr AYITÉ Ayikoè, membre du Conseil d'Administration de l'hôpital.

Avec ce nouveau support, DOGTA-LAFIÈ pose un acte fort : considérer que l'information de qualité est elle-même un acte de soin. L'objectif est de faire de la prévention un réflexe et de renforcer durablement la proximité entre l'hôpital et les populations.

Prudence AFANOU

EVALA 2026

Entre tradition et transmission, le pays kabyè célèbre son héritage

● Faure Essozimna Gnassingbé au cœur d'une célébration du patrimoine culturel

Au pays kabyè, le mois de juillet ne ressemble à aucun autre. Les collines retrouvent leurs chants, les tambours rythment la vie des villages et les familles, parfois venues de très loin, convergent vers leurs terroirs d'origine. Dans les concessions, les anciens se préparent à transmettre une nouvelle fois un héritage plusieurs fois centenaire, tandis que les jeunes initiés s'apprêtent à franchir l'une des étapes les plus marquantes de leur existence : les Evala.

À première vue, le visiteur découvre des arènes où s'affrontent de jeunes lutteurs sous les encouragements d'une foule en liesse. Mais derrière ces empoignades se cache une tradition beaucoup plus profonde. Les Evala ne célèbrent pas seulement la force physique ; elles incarnent une école de vie où le courage, la discipline, la maîtrise de soi, le respect des anciens et le sens des responsabilités sont élevés au rang de valeurs cardinales.

« Quand un jeune entre dans l'arène, il ne lutte pas uniquement pour lui-même. Il porte l'honneur de sa famille, de son clan et de toute sa communauté », explique un ancien de Pya. Pour un jeune initié, l'enjeu dépasse largement la victoire : « Les Evala nous apprennent à devenir des hommes respon-

sables avant d'être de bons lutteurs. »

Une culture qui se transmet bien au-delà des arènes

Les Evala ne se limitent pas aux combats. Elles vivent dans les chants que reprennent les femmes, dans les récits que les anciens racontent à la veillée, dans les danses traditionnelles, les cérémonies coutumières et les conseils prodigués



pétition.

Au-delà de leur portée initiatique, les Evala constituent également un formidable espace de sauvegarde des savoir-faire traditionnels. Les artisans confectionnent les accessoires de cérémonie, les musiciens perpétuent les rythmes ancestraux, les danseurs entretiennent des chorégraphies héritées des anciens

et les détenteurs des traditions orales continuent de transmettre les récits fondateurs du pays kabyè. Ainsi, chaque édition participe à la préservation d'un patrimoine culturel immatériel qui demeure l'un des plus riches du Togo.

Cette célébration

est aussi celle des retrouvailles. Les fils et filles de la Kozah établis à Lomé, dans les autres régions du pays ou à l'étranger profitent des Evala pour revenir sur la terre de leurs ancêtres. « Revenir pour les Evala, c'est retrouver une partie de soi-même », confie un visiteur venu spécialement assister aux festivités. Pour beaucoup, cette période est l'occasion de transmettre aux plus jeunes une histoire, des valeurs et un sentiment d'appartenance que le temps n'a pas altérés.

aux jeunes initiés. Chaque famille participe, à sa manière, à cette transmission où l'expérience des aînés rencontre l'enthousiasme de la jeunesse. Les jours qui précèdent les luttes sont eux-mêmes chargés de symboles. Les jeunes se préparent physiquement et moralement, entourés de leurs proches. Les chefs traditionnels veillent au respect des rites, tandis que les griots rappellent l'histoire des lignées et les exploits des générations passées. Cette préparation contribue à donner aux Evala une dimension éducative qui dépasse largement le simple cadre d'une com-

Un patrimoine qui dépasse les frontières du pays kabyè

Au fil des décennies, les Evala se sont imposées



comme l'une des expressions les plus emblématiques du patrimoine culturel togolais. Elles attirent aujourd'hui des visiteurs venus de toutes les régions du pays, mais également des chercheurs, des touristes et des membres de la diaspora désireux de découvrir ou de

Pendant une semaine, la région de la Kara vit au rythme des Evala. Les marchés connaissent une affluence particulière, les établissements hôteliers accueillent de nombreux visiteurs, les artisans exposent leurs créations et les restaurateurs

mettent en valeur les spécialités locales. Au-delà de leur dimension culturelle, les Evala constituent un véritable moteur d'activité économique pour les communes de la région.

Chaque édition rappelle ainsi



redécouvrir cette tradition qui contribue au rayonnement culturel du Togo. L'ouverture officielle de l'édition 2026, en présence du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, est venue rappeler l'importance accordée à la préservation de ce patrimoine. Accueilli par une foule enthousiaste, le Président du Conseil a assisté aux premières empoignades, saluant à travers sa présence une tradition qui participe à la diversité culturelle et à l'identité nationale.

qu'une tradition peut être à la fois fidèle à ses racines et tournée vers l'avenir. Les Evala ne sont pas seulement un héritage du passé ; elles demeurent une force vivante qui rassemble les générations, renforce la cohésion sociale et contribue au développement culturel, touristique et économique du Togo. Dans les arènes comme dans les villages, elles continuent d'écrire une histoire où la mémoire collective demeure l'un des plus précieux patrimoines de la nation.

Une tradition qui fait vivre tout un territoire

Gabriel BLIVI

La Nouvelle République
Trichédémocratie d'informations, d'analyses et de publicités

Récépissé N° 0662/17/10/25
Journal La Nouvelle République
Édité, par BKG Communication
SARL U
Tél : 00228 92 49 93 83
71908670/90144815
Email : gabrielblivi@gmail.com
Siège: Agoè Cacaveli

Directeur Général
BLIVI Kpakpo

Directeur de Publication
AFANOU Yawovi Midodji

Redacteur en chef
Eli Goka-Adokanou

Rédaction
Gabriel BLIVI
Prudence AFANOU
Charles AYI
Robert A.

Infographie : Lord Germann
Imprimerie : Direct Print

Sécurité routière

La Police nationale intensifie les contrôles sur les axes routiers de Lomé et ses environs

La Brigade motorisée de la Police nationale renforce les opérations de contrôle et de répression des infractions routières sur les principaux axes de Lomé et de ses environs.

Cette intensification des contrôles s'inscrit dans les missions de la Brigade motorisée en matière de sécurité routière et de régulation de la circulation. Les opérations visent à faire respecter le Code de la route et à réduire les comportements à

risque susceptibles de provoquer des accidents. L'ambition pour les forces de l'ordre est également d'améliorer la fluidité du trafic et promouvoir une conduite responsable auprès de l'ensemble des usagers. Les automobilistes, motocyclistes et autres conduc-



teurs sont ainsi appelés à respecter les règles de circulation et les prescriptions des agents déployés sur le terrain.

La Police nationale rappelle que ces actions ont pour objectif de préserver des vies humaines et de garantir une circulation plus sûre sur les routes. Elle invite par ailleurs les usagers à faire preuve de civisme afin de contribuer à la prévention des accidents et au renforcement de la sécurité routière.

Gabriel BLIVI

Rumeurs de disparitions d'organes génitaux

Aucune preuve à ce stade, selon le gouvernement qui appelle au calme

Dans un communiqué rendu public ce samedi 11 juillet 2026, le ministre de la Sécurité, le Colonel Calixte Batossie Madjoulba, a appelé la population togolaise à faire preuve de retenue face aux rumeurs faisant état de prétendues disparitions d'organes génitaux après des contacts avec certaines personnes.

Selon le ministère, ces informations, largement relayées sur les réseaux sociaux et dans plusieurs localités du pays, ne sont à ce stade étayées par aucun élément objectif. Le ministère indique que les investigations menées par les services compétents, en collaboration avec les autorités sanitaires, n'ont pas permis de confirmer la ré-

alité des faits rapportés. En revanche, il déplore que ces rumeurs alimentent un climat de peur et conduisent, dans certains cas, à des actes de violence et de justice populaire contre des personnes injustement soupçonnées, avec des conséquences sur l'ordre public. Face à cette situation, le ministre rappelle que nul n'est autorisé à se faire justice



lui-même. Il prévient que toute personne impliquée dans des actes de violence, de destruction de biens, d'agression ou de diffusion de fausses informations

s'expose aux sanctions prévues par la loi. Les citoyens sont ainsi invités à faire preuve de responsabilité en évitant de relayer des informations non vérifiées.

Les autorités exhortent enfin la population à signaler tout fait suspect aux services de sécurité en composant gratuitement le 1014, le 117, le 1244 ou le 172, ou en se rapprochant des unités de police et de gendarmerie les plus proches. Le ministère assure que les forces de défense et de sécurité restent pleinement mobilisées pour garantir la protection des personnes et des biens, préserver l'ordre public et maintenir la cohésion nationale.

Gabriel BLIVI

Tronçon Sokodé-Kantè

Les restrictions de circulation maintenues jusqu'au 31 juillet pour les travaux du pont de Kara

Les ministres de la Sécurité, des Transports, du Désenclavement et des Pistes rurales, ainsi que le ministre délégué chargé des Travaux publics et des Infrastructures, ont annoncé de nouvelles mesures temporaires de circulation sur le tronçon Sokodé-Kantè de la Route nationale n°1. Cette décision s'inscrit dans le cadre de la poursuite des travaux de construction du nouveau pont de Kara.

Dans un communiqué conjoint publié ce samedi, les autorités remercient les usagers de la route et les populations riveraines pour leur civisme, leur compréhension et le respect des restrictions de circulation observés lors des opérations de transfert des matériaux destinés au chan-

tier. Elles soulignent que cette mobilisation citoyenne a permis le bon déroulement de cette première phase des travaux. Pour assurer la poursuite du chantier dans des conditions optimales de sécurité, des mesures d'adaptation de la circulation resteront en vigueur jusqu'au 31 juil-



let 2026. Un important dispositif de sécurisation sera déployé sur l'ensemble du tronçon concerné, compre-

nant la régulation du trafic, un renforcement de la signalisation et, si nécessaire, la mise en place de déviations.

Les autorités invitent les usagers et les populations riveraines à faire preuve de prudence, à respecter scrupuleusement la signalisation temporaire ainsi que les consignes des forces de défense et de sécurité et des équipes techniques mobilisées sur le chantier. Elles réaffirment leur confiance dans le sens des responsabilités et le civisme des citoyens pour accompagner la réalisation de cette infrastructure.

Gabriel BLIVI

Interview

David A. TABINE, Secrétaire général chargé de missions du Centre de Réflexion Elikplim

« Nous voulons faire des luttes Évala une fête où le respect de l'environnement a toute sa place. »

Les Évala ne sont pas seulement une célébration de la tradition kabyè ; ils constituent aussi un moment de rassemblement populaire qui interpelle sur la préservation de l'environnement. Convaincu que la sauvegarde du patrimoine culturel passe également par celle du cadre de vie, le Centre de Réflexion Elikplim lance l'opération « Évala sans déchets plastiques ». Dans cet entretien, David A. TABINE, Secrétaire général chargé de missions de l'association, revient sur les motivations de cette initiative, son déploiement sur le terrain et les ambitions qu'elle porte pour des Évalas plus propres et plus respectueux de l'environnement.

La Nouvelle République :
Pourquoi avoir choisi de lancer l'opération « Évala sans déchets plastiques » à l'occasion des Évala 2026 ?

David A. TABINE : Les Évala représentent bien plus qu'une compétition de lutte traditionnelle. Ils constituent un patrimoine culturel vivant, un moment de communion entre les filles et les fils de notre pays, mais aussi une vitrine de la richesse de nos traditions. Chaque année, des milliers de personnes se déplacent pour assister aux festivités. Cette forte affluence entraîne malheureusement une accumulation de déchets plastiques qui dégrade les sites de lutte et nuit à l'image de cet événement emblématique.

Face à ce constat, notre association a estimé qu'il était nécessaire d'agir. Nous sommes convaincus que la promotion de nos valeurs culturelles doit aller de pair avec la protection de notre environnement. L'opération « Évala sans déchets plastiques » est née de cette conviction. Elle traduit notre volonté de sensibiliser les populations et de démontrer qu'il est possible de célébrer nos traditions tout en préservant la propreté de notre cadre de vie.

La Nouvelle République :
Comment cette opération sera-t-elle mise en œuvre sur le terrain ?

David A. TABINE : L'opération se déroulera durant toute la période des Évala, du 11 au 17 juillet 2026. Nous avons mobilisé plusieurs équipes de bénévoles qui interviendront sur les différents terrains retenus pour les luttes traditionnelles. Leur mission sera

de collecter les bouteilles, sachets et autres déchets plastiques sur les aires de lutte ainsi que dans leurs alentours afin de maintenir les sites propres tout au long des festivités.

Mais nous ne voulons pas nous limiter au nettoyage. Nos bénévoles mèneront également des actions de sensibilisation auprès des spectateurs, des commerçants et des visiteurs. Nous les inviterons à adopter des gestes simples, comme

David A. TABINE : Le message est simple : la protection de l'environnement est une responsabilité partagée. Nous voulons amener chacun à comprendre que les petits gestes du quotidien ont un impact considérable lorsqu'ils sont adoptés par le plus grand nombre. Déposer une bouteille ou un sachet dans une poubelle est un acte citoyen qui contribue à préserver notre cadre de vie. Nous souhaitons également



l'utilisation des poubelles installées sur les sites. Notre ambition est de faire comprendre que la propreté des Évala est l'affaire de tous et que chaque citoyen peut contribuer, à son niveau, à la protection de l'environnement.

rappeler que les Évala sont un patrimoine dont nous sommes tous les gardiens. Les préserver, ce n'est pas seulement maintenir la tradition, c'est aussi veiller à ce que les sites qui les accueillent demeurent propres, accueillants et res-



La Nouvelle République :
Au-delà du ramassage des déchets, quel message souhaitez-vous transmettre aux populations ?

pectueux de l'environnement.

La Nouvelle République :
Selon vous, quel rôle les associations citoyennes doivent-elles jouer lors



des grandes manifestations culturelles ?

David A. TABINE : Les associations ont un rôle essentiel à jouer parce qu'elles sont proches des populations et capables de mobiliser rapidement les citoyens autour de causes d'intérêt

respect de l'environnement. Nous pensons que les associations doivent saisir ces opportunités pour encourager les bonnes pratiques et faire évoluer durablement les comportements.

La Nouvelle République :
Cette initiative est-elle appelée à se poursuivre après cette première édition ?

David A. TABINE : Absolument. Notre ambition est que cette première édition constitue le point de départ d'un engagement durable. Si les résultats sont à la hauteur de nos attentes, nous souhaitons faire de « Évala sans déchets plastiques » un rendez-vous annuel et élargir progressivement cette initiative à d'autres événements culturels, sportifs et populaires organisés au Togo.

Nous espérons également inspirer d'autres organisations, collectivités et associations à s'engager en faveur de la protection de l'environnement. Les défis environnementaux concernent tout le monde et ne peuvent être relevés que grâce à une mobilisation collective. Si chacun apporte sa contribution, même modeste, nous pourrions construire un environnement plus sain et transmettre aux générations futures un patrimoine culturel préservé dans un cadre propre et durable.

Propos recueillis par
Gabriel BLIVI

PROTECTION SOCIALE

CRT ET CNSS unissent leurs régimes, la totalisation des droits entre en vigueur

Après des années d'attente, la promesse devient réalité. La Caisse de Retraites du Togo, CRT et la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, CNSS viennent d'activer conjointement le mécanisme de liquidation coordonnée des droits de pension. Une décision qui change la donne pour tous les travailleurs togolais dont le parcours professionnel a traversé la fonction publique et le secteur privé.*

Pendant longtemps, changer de statut signifiait risquer de perdre une partie de ses cotisations. Un enseignant du privé recruté par l'Etat, un agent public parti dans une entreprise, un contractuel devenu fonctionnaire : tous voyaient leurs années s'émietter entre deux régimes distincts. La seule porte de sortie était le rachat, une procédure jugée longue et désavantageuse.

Un ancrage juridique vieux de plusieurs décennies enfin mis en œuvre

Cette coordination ne sort pas de nulle part. Elle s'appuie sur deux textes de référence qui ont traversé le temps. L'*arrêté interministériel N°551/MJFPT/MFE du 09 juin 1977 et l'*arrêté interministériel N°709/

MJFPT/MFE du 28 août 1989 posaient déjà le principe d'un pont entre le régime des pensions civiles et militaires de la CRT et le régime général de la CNSS. En 2026, la CRT et la CNSS décident de traduire ce principe en actes. L'ambition est claire. Il s'agit de garantir la continuité des droits et d'éviter que la mobilité professionnelle ne se transforme en pénalité. Avec l'entrée en vigueur du mécanisme, la règle devient plus juste et plus lisible. Désormais, les périodes d'assurance accomplies à la CRT et à la CNSS sont additionnées pour calculer un seul et même droit à pension. Lorsqu'un assuré atteint les conditions d'âge et de cessation d'activité prévues par les deux régimes, il peut déposer



sa demande. Chaque institution liquide alors la part qui lui revient au prorata des années effectuées sous sa gestion, et les versements sont coordonnés. Il peut aussi arriver qu'un assuré remplisse les conditions dans un seul régime. Dans ce cas, il obtient la liquidation de la part correspondante sans attendre. La seconde part sera versée plus tard, au moment où les conditions seront réunies dans l'autre régime. Ce nouveau fonctionnement rend obsolète la pratique du rachat. La CRT et la CNSS le rappellent avec force aux assurés.

Demander le rachat de ses périodes passées n'a plus de sens. Cette démarche s'avère désormais pénible et préjudiciable aux intérêts des bénéficiaires. Le système de coordination est conçu pour mieux protéger. La mise en opération de ce mécanisme porte la signature des deux responsables en charge des institutions. M. Tchilabalo PILANTE, Directeur Général par intérim de la Caisse de Retraites du Togo, et Mme Ingrid AWADE, Directeur Général de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, ont conjointement validé cette avancée. Leur en-

gagement vise à assurer une application harmonieuse du dispositif et à apporter des réponses concrètes aux assurés. Au-delà de la technique, cette coordination répond à une exigence d'équité. Elle reconnaît la valeur du travail quel que soit le statut sous lequel il a été exercé. Elle sécurise les trajectoires professionnelles et encourage les passerelles entre la fonction publique et le secteur privé. Elle renforce enfin la confiance des citoyens dans le système de retraite togolais en l'alignant sur les pratiques internationales en matière de coordination des régimes. Pour les assurés concernés, le réflexe est désormais simple. Il convient de se rapprocher de la CRT ou de la CNSS afin de vérifier son relevé de carrière et d'engager les démarches de liquidation coordonnée. Avec cette réforme, le Togo franchit une étape décisive. Celle d'une protection sociale qui s'adapte aux réalités des carrières et qui place l'assuré au centre du dispositif.

Prudence AFANOU

CNP TOGO – AGET

Changement de garde et convergence stratégique au service des entreprises

Le Conseil National du Patronat du Togo a servi de cadre à une rencontre de haute portée symbolique.

M. Coami Sedolo TAMEGNON, Président du CNP Togo, a reçu M. Jonas Aklesso DAOU Président sortant de l'*Association des Grandes Entreprises du Togo, et M. Charles Kokouvi GAFAN, son successeur à la tête de l'AGET. Derrière la forme d'une visite de courtoisie, il s'agissait d'affirmer une ligne : celle de la responsabilité collective et de la cohérence du patronat togolais dans un environnement économique exigeant. Cette audience intervient au moment précis où l'AGET opère sa transition. L'objectif était double. D'abord, saluer le travail accompli par l'équipe sor-

tante. Ensuite, poser les bases d'une collaboration renforcée avec la nouvelle direction. Pour le Président TAMEGNON, il n'y a pas de secteur privé fort sans organisations patronales alignées. Il a rappelé que le CNP Togo, en tant que faîtière, a vocation à fédérer les voix, à porter des plaidoyers communs et à structurer le dialogue avec l'Etat et les partenaires techniques et financiers. Les échanges ont porté sur les grands défis qui interpellent aujourd'hui les entreprises togolaises. L'accès au financement demeure un point de crispation. La fiscalité, la simplification des procédures



administratives, la qualification de la main-d'œuvre et le positionnement des entreprises dans la ZLECAf ont également été évoqués. Pour M. Jonas Aklesso DAOU, le bilan de son mandat repose sur la consolidation du cadre de concertation entre grandes entreprises et pouvoirs publics. Pour M. Charles Ko-

kouvi GAFAN qui prend la relève, l'ambition est de donner plus de poids aux propositions du secteur privé et d'accélérer l'accompagnement des membres de l'AGET. Les deux dirigeants ont réaffirmé leur détermination à travailler en étroite synergie avec le CNP Togo. L'enjeu : bâtir un front patronal solide, capable

de proposer des solutions concrètes plutôt que de subir les mutations économiques. Cette rencontre dépasse le cadre des deux institutions. Elle adresse un message aux investisseurs, aux partenaires au développement et aux entreprises : le patronat togolais privilégie l'union, la vision de long terme et l'efficacité. En accueillant la nouvelle équipe de l'AGET, M. Coami Sedolo TAMEGNON a scellé une alliance de travail. Une alliance fondée sur l'écoute, la proposition et l'action, pour un environnement des affaires plus compétitif et pour une croissance tirée par le secteur privé.

Prudence AFANOU

AFRIQUE DU SUD

Arrestation d'un Britannique recherché pour le meurtre présumé de sa famille

Les autorités sud-africaines ont arrêté à Johannesburg un homme recherché par la justice britannique pour son implication présumée dans le meurtre de son épouse et de leurs deux filles, dont les corps avaient été découverts au domicile familial près de Bedford, au nord de Londres.

Le suspect, Nodana Mkhanyisi Tshuma, également connu sous le nom de Mark Chuma, est un citoyen britannique d'origine zimbabwéenne. Il a été interpellé dans le quartier de Kensington, à Johannesburg, lors d'une opération fondée sur des renseignements et conduite conjointement par les services de police sud-africains et Interpol.

Les autorités britanniques le recherchent dans le cadre de l'enquête sur la mort de son épouse, Nothabo Zandile Tshuma, âgée de 42 ans, ainsi que de leurs deux filles, Natalie, 15 ans, et Nala, 5 ans. Les circons-

tances précises des décès n'ont pas été détaillées par les autorités.

Le commissaire national de la police sud-africaine par intérim, le lieutenant-général Puleng Dimpane, a salué une opération illustrant la coopération internationale en matière de lutte contre la criminalité. « Cette arrestation démontre que l'Afrique du Sud n'est pas un refuge pour les fugitifs », a-t-il déclaré, assurant que les services de police continueront à travailler avec leurs partenaires étrangers pour localiser et interpellier les personnes recherchées.

La porte-parole de la police sud-africaine, la bri-



gadière Athlenda Mathe, a indiqué que les procédures juridiques nécessaires seraient engagées avec les autorités britanniques en vue d'une extradition. Si le Royaume-Uni et l'Afrique du Sud sont liés par un traité d'extradition, le suspect devra d'abord comparaître

devant la justice sud-africaine avant qu'une éventuelle remise aux autorités britanniques puisse être examinée.

Selon des sources proches du dossier, l'identité de l'avocat de Nodana Mkhanyisi Tshuma devrait être connue lors de

sa première comparution devant un tribunal sud-africain, prévue lundi. L'audience marquera le début de la procédure judiciaire susceptible de conduire à son extradition vers le Royaume-Uni.

Soudan

2 millions d'habitants sont revenus à Khartoum, une capitale encore sinistrée

Un an après la reconquête de Khartoum par l'armée soudanaise, la capitale tente de renouer avec une vie quotidienne presque normale, mais la reconstruction demeure largement inachevée.

Sur les quelque cinq millions d'habitants qui avaient fui la ville depuis le déclenchement de la guerre civile en avril 2023, plus de deux millions ont déjà regagné leur domicile, selon des estimations locales. Pourtant, le retour reste précaire dans une métropole où les traces du conflit sont omniprésentes. Les autorités soudanaises avaient promis une restauration rapide des services publics après la reprise militaire de la capitale face aux Forces de soutien rapide (FSR), le puissant groupe paramilitaire qui avait pris le contrôle de vastes secteurs de Khartoum au début du conflit. Mais la réalité demeure éloignée de ces engagements : de nombreux

quartiers restent privés d'électricité, les bâtiments publics sont endommagés et une grande partie des fonctionnaires n'a toujours pas reçu de salaire.

Une capitale divisée entre reprise et abandon

Le retour à une certaine normalité reste très inégal selon les quartiers. Les premiers signes de reprise apparaissent surtout à Omdurman, ville jumelle de Khartoum située sur l'autre rive du Nil Blanc, où l'armée avait conservé une présence plus importante pendant les combats. À l'inverse, le centre de Khartoum et la ville de Bahri, au nord de la capitale, demeurent largement sinistrés.

Les infrastructures énergétiques continuent notamment d'être ciblées par les FSR, qui mènent encore des attaques de drones contre des centrales électriques et des installations militaires autour de la capitale. Ces frappes ralentissent considérablement les efforts de remise en état.

Altayeb Saadeldin, porte-parole du gouvernement de l'État de Khartoum, affirme que ces attaques ont réduit la capacité électrique de la capitale à environ un tiers de son niveau d'avant-guerre. Cette production limitée est répartie afin d'assurer une alimentation d'environ huit heures par jour pour les habitants.

Dans le domaine éducatif, le retour est également difficile. L'Université de Khartoum, située dans l'un des secteurs les plus touchés par les combats, accueille de nouveau des étudiants

contraints de reprendre les cours et les examens en présentiel. Ceux-ci ont découvert des amphithéâtres, des laboratoires et des résidences universitaires lourdement endommagés.

Les commerçants appelés à reprendre malgré une économie exsangue

La relance économique constitue également un défi majeur. Les autorités encouragent les petites entreprises à rouvrir leurs portes, notamment dans le Souq al-Arabi, cœur commercial historique de Khartoum, transformé en champ de bataille pendant les affrontements et encore marqué par les destructions ainsi que par la présence de mines terrestres laissées après le retrait des FSR.

Mais les commerçants dénoncent un retour précipité alors que les conditions économiques restent ex-

trêmement difficiles. Si les autorités ont recommencé à percevoir certaines taxes et redevances, beaucoup d'entrepreneurs affirment ne pas disposer des services indispensables à leur activité, notamment l'électricité.

Le gouvernement local reconnaît les difficultés, tout en défendant la nécessité de maintenir les recettes publiques. Altayeb Saadeldin affirme que des délais de paiement peuvent être accordés au cas par cas, mais rappelle que l'administration manque cruellement de moyens pour assurer des services essentiels comme la sécurité ou l'assainissement.

Alors que l'armée contrôle désormais la capitale, Khartoum reste ainsi une ville en transition, suspendue entre retour des habitants et lourds traumatismes de guerre. La reconstruction matérielle et sociale s'annonce longue, tandis que des millions de Soudanais demeurent encore déplacés à travers le pays et à l'étranger.

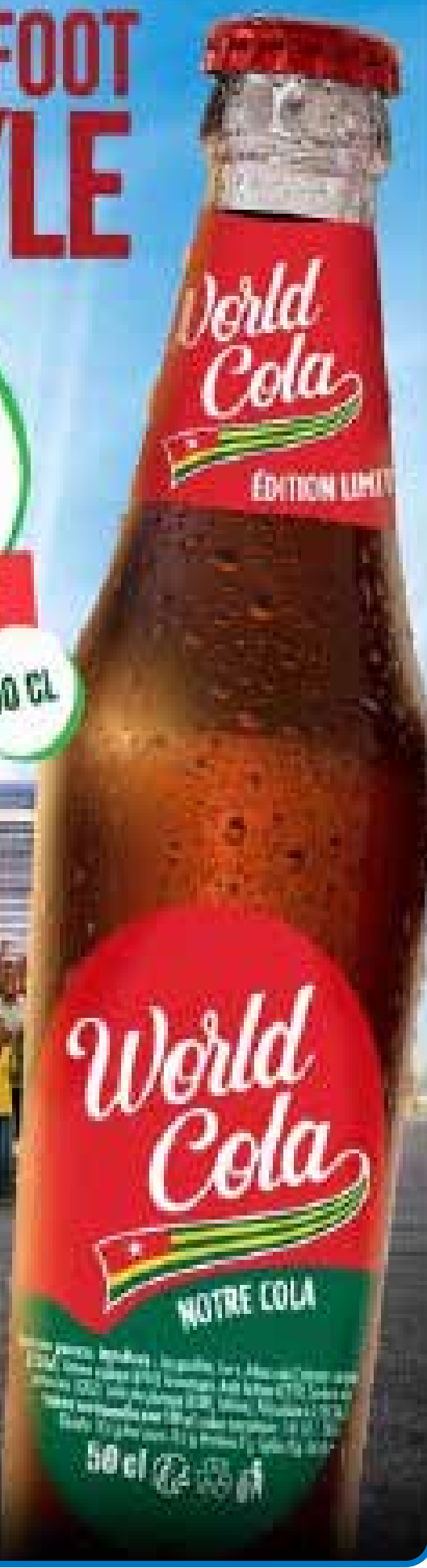
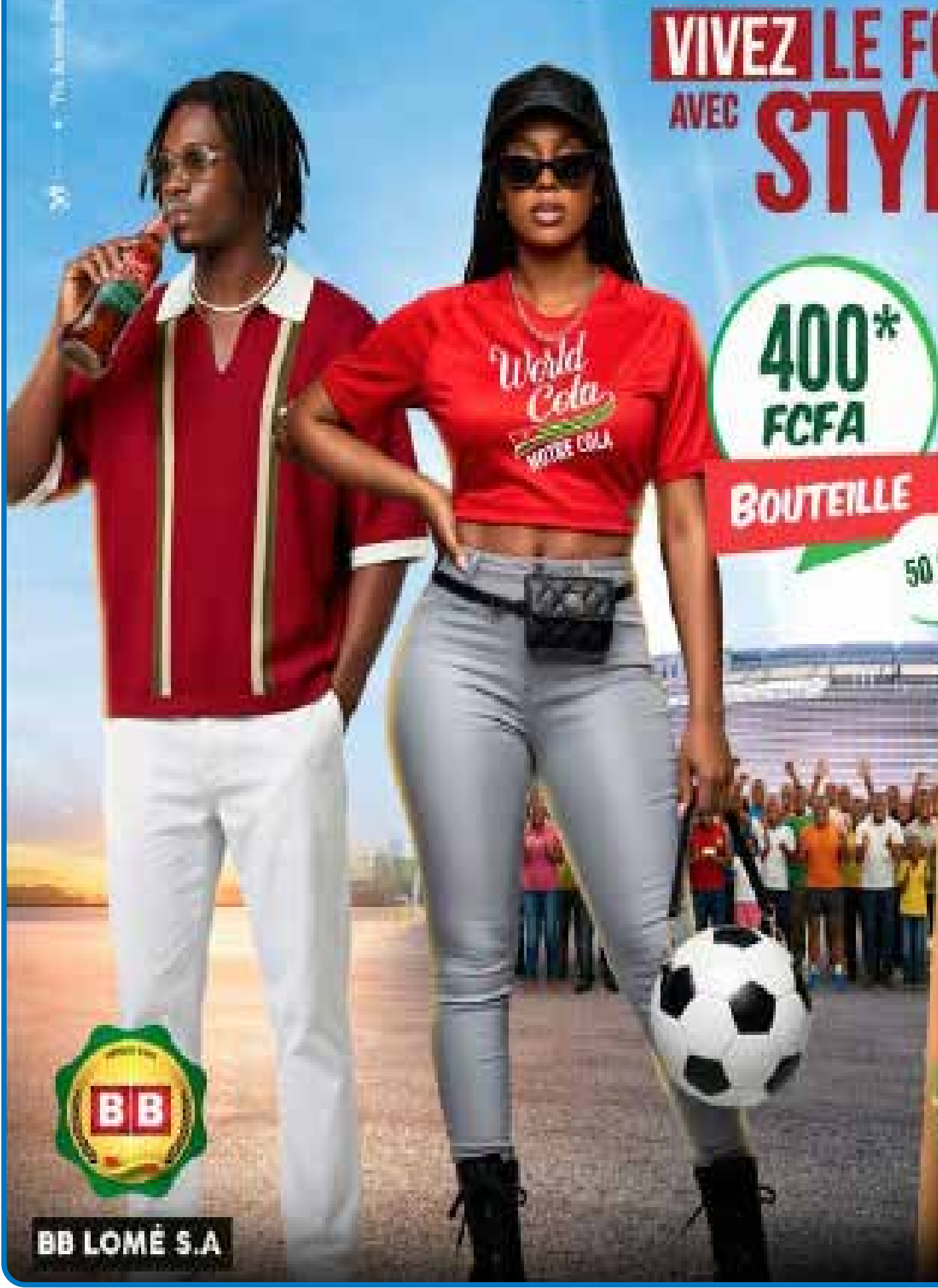


VIVEZ LE FOOT
AVEC
STYLE

400*
FCFA

BOUTEILLE

50 CL



BB LOMÉ S.A